

# Lutte de classe

## Votre Europe n'est pas la nôtre !

« Leur Europe n'est pas la nôtre ! » - 19 mai (sur le site Internet national du NPA)

Mais elle est un peu la vôtre, nous allons le vérifier en rafraîchissant la mémoire des militants.

Le NPA confirme ce que j'ai écrit dans mon dernier article sur le NPA :

*« Et beaucoup dans les classes populaires pensent aussi que puisque quand on donne notre avis, il n'est pas pris en compte, autant ne pas aller voter... »*

Quel que soit le contenu que l'on donne au 55% de non au TCE le 29 mai 2005, personne ne peut contester que Sarkozy a piétiné le verdict des urnes en signant le Traité de Lisbonne. Comme au-delà des partis qui avaient appelé à voter non, les médias n'ont pu faire autrement que de relayer largement ce déni de démocratie, les travailleurs savent pertinemment que le pouvoir en place se fout éperdument de leurs votes, ce qui ne peut que contribuer à favoriser l'abstention et à accroître l'isolement de Sarkozy et son gouvernement. Dans ces conditions, les travailleurs ont parfaitement raison de boycotter les élections européennes.

Maintenant, il y en aura toujours pour expliquer qu'il n'y a pas que du mauvais dans l'Union européenne et ils ont parfaitement raison, le nier serait stupide et contre-productif, par contre il est possible d'expliquer pourquoi l'UE a pris certaines mesures qui peuvent passer pour progressistes, par exemple la libre circulation des biens et des personnes qui n'était que le pendant obligatoire du passage à la monnaie unique et de la directive Bolkestein...

Un jour pour le NPA le Parlement européen n'a « quasiment » aucun pouvoir, et quelques jours plus tard, il aurait des "pouvoirs par ailleurs très limités", il faudrait savoir, il a ou il n'a pas de pouvoirs ? On se demande s'ils prêtent vraiment attention à ce qu'ils disent ou ils s'en foutent !

*« Il y aura pourtant une possibilité de dire assez de cette Europe des actionnaires qui organise la concurrence de tous contre tous ; d'adresser un avertissement à Sarkozy et au Medef ; de signifier que la crise du capitalisme doit être payée par les capitalistes eux-mêmes, pas par les travailleurs et les pauvres ; de dire aussi qu'il faut une autre Europe que cette construction antidémocratique au service exclusif du patronat et de la finance. »*

Des marchands d'illusions. Qu'est-ce qu'ils en ont à foutre Sarkozy et le Medef que vous leur adressiez « un avertissement », même plusieurs millions de travailleurs en grève et dans la rue ne les ont pas fait bouger d'un millimètre, dites-moi si je me trompe, Sarkozy et Fillon ont martelé qu'ils garderaient le même « cap » et ils s'y sont tenus jusqu'à présent, la preuve par exemple en remettant sur le tapis le travail le dimanche, même s'ils ont dû concéder des reculs partiels et temporaires dans à certaines catégories de travailleurs.

Il y aurait « les travailleurs et les pauvres », étrange dichotomie, de mon côté je connais les travailleurs pauvres et ceux qui ne le sont pas, le NPA représenterait-ils les intérêts de ces derniers de préférence conformément à sa composition sociale ?

Maintenant si l'Union européenne est bien « au service exclusif du patronat et de la finance », qu'importe alors que le Parlement européen ait du pouvoir ou non, on n'a rien à y faire, non ? C'est ce qu'on appelle se prendre les pieds dans ses propres contradictions.

*« Il faut en finir avec tous les traités et institutions de l'Union Européenne et engager un processus constituant global, contrôlé démocratiquement par les populations elles-mêmes. »*

Pour que « les populations » puissent contrôler quoi que ce soit, il faudrait déjà qu'elles commencent par prendre le pouvoir politique dans leur pays respectif, donc que la classe ouvrière ait renversé le régime en

place et aboli les institutions politiques, sinon cela s'appelle la démocratie participative, la cogestion du capitalisme, le corporatisme.

*« En votant NPA, vous pouvez porter au parlement européen des candidat-e-s soutenant sans restriction toutes les luttes des salariés et de la jeunesse, des militant-e-s qui mettront leur mandat au service de la défense de ces luttes ainsi que de leur nécessaire coordination au niveau européen. »*

Permettez-nous d'en douter. Un rappel pour ceux qui ont la mémoire courte ou qui n'auraient pas eu connaissance du rôle inique au Parlement européen des députés européens de la LCR qui dirigent le NPA (Krivine et Vachetta) et de LO.

**Extrait d'un article d'Informations ouvrières - semaine du 24 au 30 septembre 2003 - n°608 ancienne mouture.**

Le 4 septembre 2003, à l'initiative de madame Luisa Morgantini, députée européenne, au nom du Parti de la refondation communiste d'Italie, une résolution (référence AS-0277/2003) était discutée au Parlement européen. Elle avait pour objet les négociations de l'OMC qui allaient s'ouvrir quelques jours plus tard à Cancun.

*« L'agenda pour le développement de l'OMC a précisément pour objectif d'assurer que les pays les moins avancés (PMA) puissent bénéficier de la libéralisation des échanges et améliorer ainsi leur niveau de croissance économique, contribuant de cette façon à l'éradication de la pauvreté »,* dit cette résolution. Ainsi donc, l'OMC serait une organisation humanitaire et aurait pour objectif *« d'éradiquer la pauvreté »* ! Et *« la libéralisation des échanges »* sous l'égide de l'OMC permettrait d'y arriver.

Et cette résolution de demander *« à la Commission européenne de continuer à examiner (...) les obstacles qui empêchent les pays les moins avancés de participer aux échanges mondiaux, les facteurs nationaux qui ne favorisent pas les investissements nationaux et étrangers, »*.

Encore plus grotesque : *« à la Commission européenne d'édicter un code de conduite comprenant des clauses éthiques, sociales et environnementales, destinées aux entreprises européennes qui réalisent des investissements dans les pays en développement »*.

Cette résolution demande également *« que le mandat de la Commission européenne pour les négociations à l'OMC (...) soit revu afin de tenir compte (...) des nouveaux engagements internationaux de l'Union européenne »,* dont ceux du *« sommet du G8 »*. Elle exige aussi de la Commission européenne qu'elle s'engage *« pour démocratiser le fonctionnement de l'OMC »*.

Vous croyez rêver et pourtant c'est la stricte vérité.

La suite de cet article.

Le « Parlement » européen, majoritairement à droite, a voté cette résolution « d'extrême-gauche », et on comprend pourquoi. Les élus de la LCR (Alain Krivine et Roselyne Vachetta), très impliqués, comme leur collègue italienne, dans « l'altermondialisation », ont voté pour cette résolution qui légitime l'action de déréglementation et de destruction sociale de la Commission européenne dans le cadre de l'OMC.

Ils ont cru bon de donner l'explication de vote suivante : *« Nous avons voté en faveur de ce rapport, même si nous pensons que l'OMC, instrument de domination des pays riches, ne doit pas être démocratisée mais supprimée. »* Mais en attendant qu'elle soit supprimée, les députés d'« extrême gauche » s'attachent à ce qu'elle fonctionne au mieux...

Au compte de qui ?

**Le double langage de LO et du NPA. Pour se rafraîchir la mémoire.**

**Informations ouvrières - semaine du 21 au 27 avril 2004 - n°637 ancienne mouture**

Monsieur le député « révolutionnaire », avant les élections...

Dans la profession de foi LO-LCR aux dernières élections européennes (1999) : « *Le Parlement européen n'est qu'un paravent pour le pouvoir discrétionnaire de la Commission européenne.* » Fort bien.

... après les élections...

Mais, sitôt élu à ce « *paravent* », Alain Krivine déclarait : « *Dans ce Parlement, nous essayerons de sortir les dossiers qui intéressent le mouvement social, de tout rendre public, nous ferons des propositions mettant chaque député et chaque parti au pied du mur, que ce soit sur un SMIC européen ou la régularisation des sans-papiers. Nous utiliserons les nouveaux moyens à notre disposition pour les mettre au service du mouvement social (...)* » (Rouge, 24 juin 1999). Ce qui revenait à dire : « *Nous allons mettre le traité de Maastricht et la Commission de Bruxelles au service du mouvement social* » ... Au nom de cette fable, tous s'intègrent dans l'Union européenne et le démantèlement des législations nationales.

... et le 3 juin dernier, au moment du vote de l'augmentation de 5 ans de l'âge de départ à la retraite

C'est ainsi que, le 3 juin dernier, par exemple, Roseline Vachetta, également députée européenne de la LCR, s'abstenait sur la proposition des « *lignes directrices pour les politiques de l'emploi* » présentée par la Commission, avec cette explication de vote : « *Les amendements apportés ci cette résolution législative améliorent à certains égards le texte initial, en particulier s'agissant des objectifs d'égalité homme-femme et de la prise en compte des qualifications et de la formation professionnelle.*

*Cependant, ces amendements ne remettent pas en cause la logique libérale de baisse de la fiscalité sur les entreprises et de flexibilité du travail. Fait plus important encore, la résolution maintient l'objectif d'obtenir, d'ici à 2010, une augmentation de cinq ans, au niveau communautaire, de l'âge effectif moyen de départ à la retraite, alors même que des millions de personnes manifestent en France et dans d'autres pays européens contre cette logique et pour la sauvegarde de leurs systèmes de retraite.* »

La Commission européenne exige l'allongement de cinq ans de l'âge de départ à la retraite, signifiant la dislocation des régimes nationaux, et la députée « *au service du mouvement social* » s'abstient au nom « *d'améliorations s'agissant de l'égalité entre les hommes et les femmes* ». Ce qui ne manque pas de sel, quand on sait qu'en vertu de la directive européenne 76-207/CEE, plusieurs Etats européens, dont la France, ont abrogé l'interdiction centenaire du travail de nuit des femmes dans l'industrie !

Dans ce concert, les trois députées européennes de Lutte ouvrière, dont Arlette Laguiller, tiennent un langage voisin, dénonçant surtout les « *égoïsmes nationaux* » et s'insurgeant contre les Etats « *moins préoccupés de l'avenir de l'Union européenne que de se donner le maximum de moyens pour préserver les intérêts de leurs classes privilégiées respectives à l'intérieur même de l'Union* » (Bulletin des eurodéputées Lutte ouvrière, n° 5, décembre 2003).

Parce qu'il faudrait défendre l'avenir de l'Union européenne ? Parce que cette dernière correspondrait à autre chose qu'à « *l'intérêt des classes privilégiées* » ?

« *Le 7 juin, ne vous abstenez pas d'exprimer votre colère, votez pour les listes présentées par le NPA.* »

Le 7 juin tombe un dimanche, ne vous abstenez pas de faire la grasse matinée, reposez-vous, profitez du soleil s'il est au rendez-vous, de vos enfants à qui vous manquez, faites un peu de lecture, changez-vous les idées si possible, bref ne vous abstenez pas de décompresser un peu sans penser à ces élections qui pour le coup ressemblent à s'y méprendre à « *un piège à cons* » !